

ACCORD-CADRE-25-01-DEVOLUTION

RELATIF A LA REALISATION DE PRESTATIONS NECESSAIRES A
L'ETABLISSEMENT DES ACTES DE TRANSFERT DES BIENS IMMOBILIERS
DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE
RECHERCHE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	5
Article 1 - Cadre réglementaire de l'opération	5
Propriétés publiques et conventions d'utilisation	6
Différentes maîtrises d'ouvrage des bâtiments universitaires.....	6
1.1.1 Maîtrise d'ouvrage de droit commun par l'Etat.....	6
1.1.2 Maîtrise d'ouvrage confiée aux collectivités territoriales	6
1.1.3 Maîtrise d'ouvrage confiée aux établissements.....	7
Article 2 - Définitions.....	7
Article 3 - Objet de l'accord-cadre.....	7
Article 4 - Allotissement	8
Article 5 - Périmètre de l'accord-cadre.....	8
5.1 Procédure de passation	8
5.2 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	8
5.3 Documents contractuels de l'accord-cadre.....	8
Article 6 - Représentation des parties de l'accord-cadre.....	9
6.1 Représentation de l'acheteur.....	9
6.2 Représentation du titulaire.....	9
Article 7 - Durée de l'accord-cadre.....	9
7.1 Cadre général.....	9
Article 8 – Réunion de lancement	10
Article 9 - Pilotage	10
Article 10 - Vérifications de mise en œuvre des remises en concurrence par les titulaires.....	10
Article 11 - Pénalités liées à l'exécution de l'accord-cadre.....	11
Article 12 - Clause de réexamen	11
Article 13 - Forme des notifications et des informations.....	11
Article 14 - Responsabilité du titulaire	11
Article 15 - Prix de l'accord-cadre.....	12
15.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre	12
15.2 Révision des prix	12
DISPOSITIONS COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS	14
Article 16 - Obligations du titulaire.....	14
16.1 Obligation de conseil	14
16.2 Obligation d'information.....	14
16.3 Obligation de confidentialité.....	14
Article 17 - Mesures de sécurité.....	15
MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS RELEVANT DE LA CONCLUSION DE MARCHES SUBSEQUENTS.....	16
Article 18 - Forme des marchés subséquents.....	16
Article 19 - Lieu d'exécution	16
Article 20 - Modalités de passation des marchés subséquents	16

20.1	Modalités de passation	16
20.2	Obligation de réponse	17
Article 21 - Durée des marchés subséquents		18
Article 22 - Délais d'exécution des marchés subséquents		18
Article 23 - Conclusion des marchés subséquents		18
DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS		19
Article 24 - Marchés de prestations similaires		19
Article 25 - Lancement des opérations		19
Article 26 - Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet		19
Article 27 - Echange et relecture des livrables		20
Article 28 - Arrêt de l'exécution des prestations		20
Article 29 - Remplacement des intervenants		20
Article 30 - Accès aux sites		21
Article 31 - Description des prestations		21
31.1	Prestations notariales	21
Article 32 - Modalités d'exécution des prestations		24
32.1	Prestations notariales	24
32.1.1	<i>Phase 1 - Etudes, prestations et recherches préalables nécessaires à la préparation de la rédaction de l'acte</i>	24
32.1.2	<i>Phase 2 - rédaction des actes authentiques de transfert</i>	24
32.2	Livrable : la data-room	25
Article 33 - Constatation de l'exécution des prestations		26
33.1	Opération de vérification	26
33.2	Décision après vérification	26
Article 34 - Pénalités liées à l'exécution des prestations		26
34.1	Pénalité pour non-respect de la composition des équipes lors des remises en concurrence	26
34.2	Pénalités de retard	26
34.3	Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens	27
34.4	Pénalités pour sanctionner la non-atteinte des objectifs	27
34.5	Pénalités liées à des obligations administratives	27
34.6	Plafonnement des pénalités	28
34.7	Seuil d'exonération des pénalités	28
Article 35 - Régime financier		28
35.1	Avance	28
35.1.1	<i>Modalité de versement d'avances pour prestations notariales</i>	28
35.1.2	<i>Modalités de versement d'avances pour les autres prestations</i>	28
35.2	Modalités financières	28
35.2.1	<i>Répartition des paiements</i>	28
35.2.2	<i>Retenue de garantie et cautionnement</i>	28
35.2.3	<i>Intérêts moratoires</i>	28
35.2.4	<i>Modalités de facturation</i>	29

35.2.5 Taux de TVA.....	29
35.2.6 Monnaie	29
Article 36 - Langue.....	29
Article 37 - Sous-traitance	29
Article 38 - Garantie	30
Article 39 - Propriété intellectuelle.....	30
Article 40 - Assurances	30
Article 41 - Autres obligations administratives	31
Article 42 - Résiliation.....	31
Article 43 - Exécution aux frais et risques du titulaire	31
Article 44 - Cession et nantissement de créance	31
Article 45 - Litiges et contentieux	32
Article 46 - Dérogations au CCAG	32

PREAMBULE

L'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui a pour objet d'organiser, entre les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche qui en sont membres.

L'Amue constitue une centrale d'achat au sens de l'article L. 3112- du Code de la Commande Publique (ci-après « CCP »)

A ce titre, l'Amue conclut des accords-cadres à destination de ses adhérents.

En conséquence, les établissements adhérents de l'Amue peuvent se prévaloir des conditions obtenues au terme dudit accord par la signature d'accords-cadres subséquents ou de marchés subséquents avec le (ou les) Titulaire(s) retenu(s) par l'Amue sans avoir à procéder à une mise en concurrence en dehors des attributaires retenus au moment de la mise en concurrence initiale.

Le rattachement effectif d'établissements adhérents à l'accord-cadre en cours d'exécution sera mis en œuvre par la conclusion d'accords-cadres ou de marchés subséquents, sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Le statut d'adhérent permet de bénéficier de l'accord-cadre en cours d'exécution.

Article 1 - Cadre réglementaire de l'opération

L'article L.719-14 du code de l'éducation prévoit que l'Etat peut transférer, à titre gratuit, aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) qui en font la demande la pleine propriété des biens immobiliers appartenant à l'Etat et utilisés par ces établissements.

Ce processus de transfert est appelé « dévolution ».

Ces dispositions s'appliquent tant aux terrains qu'aux bâtiments relevant du domaine public ou privé de l'Etat. Seuls les immeubles et droits réels y afférents appartenant à l'Etat sont concernés par la mesure. Sont donc exclus du transfert à titre gratuit les biens qui pourraient appartenir aux collectivités territoriales ou à d'autres personnes publiques ou privées.

Le transfert s'applique aux biens qui sont utilisés par les établissements bénéficiaires et qui sont recensés dans l'inventaire physique produit auprès du service local direction immobilière de l'Etat et qui font l'objet de conventions d'utilisation ou qui sont appelés à l'être au titre des opérations en cours type CPER....

Le transfert peut être réalisé au profit des EPSCP énumérés aux articles D.711-1 à D.711-5 du code de l'éducation.

Les biens immobiliers qui font l'objet de cette dévolution relèvent du régime des propriétés publiques, défini au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P). En tant que propriétés de l'Etat confiées à des établissements publics, ils font l'objet de conventions d'utilisation (cf. 1.1). Toutefois, ils ont pu relever de différentes maîtrises d'ouvrage avant d'être remis en pleine propriété à l'Etat (cf. 1.2)

Propriétés publiques et conventions d'utilisation

Pour l'essentiel, les biens immobiliers qui seront dévolus ont fait l'objet de conventions d'utilisation, conclues entre l'Etat propriétaire et l'établissement public occupant, sur la base des articles R.2313-1 à R.2313-6 du CG3P.

Ces conventions, comportent les désignations, références cadastrales, les superficies et autres données qui seront utiles à la préparation des actes.

Différentes maîtrises d'ouvrage des bâtiments universitaires

1.1.1 Maîtrise d'ouvrage de droit commun par l'Etat

Par principe, la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires revient à l'Etat, à la différence des autres bâtiments scolaires qui relèvent des compétences des collectivités (Régions pour les Lycées, Département pour les collèges, Villes pour les écoles). Cette compétence est alors exercée par le Recteur territorialement compétent.

1.1.2 Maîtrise d'ouvrage confiée aux collectivités territoriales

Article L.211-7 Code de l'éducation

Dans le respect de la carte des formations supérieures instituée par [l'article L. 614-3](#), l'Etat peut confier aux collectivités territoriales ou à leurs groupements la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur relevant des divers ministres ayant la tutelle de tels établissements.

A cette fin, l'Etat conclut une convention avec la collectivité territoriale ou le groupement intéressé ; cette convention précise notamment le lieu d'implantation du ou des bâtiments à édifier, le programme technique de construction et les engagements financiers des parties.

Ces engagements ne peuvent porter que sur les dépenses d'investissements et tiennent compte, le cas échéant, des apports immobiliers des collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales ou leurs groupements bénéficient du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées en application du premier alinéa du présent article.

1.1.3 Maîtrise d'ouvrage confiée aux établissements

Article L.762-2 Code de l'éducation

Les établissements publics d'enseignement supérieur peuvent se voir confier, par l'Etat, la maîtrise d'ouvrage de constructions universitaires.

Article 2 - Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « Accord-cadre multi-attributaire » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée ;
- « Actes subséquents » ou « Marchés subséquents » : marchés forfaitaires, passés sur le fondement de l'accord-cadre initial ;
- « Service bénéficiaire » ou « établissements » : le service qui exécute un marché subséquent en application du présent accord cadre.
- « Acheteur » représentant de la personne publique qui conclut un marché subséquent en application du présent accord-cadre
- « Le titulaire » : l'opérateur économique qui exécute un marché subséquent en application du présent accord-cadre (sauf précision contraire, ci-dessous)
- « L'attributaire » ou « titulaire du présent accord-cadre » : l'opérateur économique qui exécute l'accord-cadre notamment en répondant aux remises en concurrence subséquentes
- « EPSCP » : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou universités
- « Dévolution du patrimoine des universités » : La dévolution du patrimoine est une opportunité offerte aux établissements, sur la base du volontariat, de construire une véritable stratégie immobilière de site, en appui du projet pédagogique et scientifique
- « Emolument » : somme perçue par l'un de ces professionnels en contrepartie des prestations dont les tarifs sont régis par le titre IV bis de la partie législative du code de commerce

Article 3 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations nécessaires à l'établissement des actes de Transfert des biens immobiliers de l'Etat aux EPSCP. Le présent accord-cadre couvre les besoins des établissements adhérents de l'Amue pour la mission légale de rédaction et d'authentification des actes notariés nécessaires au transfert de propriété comprenant notamment les études, prestations et recherches préalables nécessaires à la préparation de la rédaction dont éventuellement les missions connexes directement liées à ces actes.

L'accord-cadre porte sur des prestations notariales.

Article 4 - Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

Article 5 - Périmètre de l'accord-cadre

Il sera retenu dans cet accord-cadre un maximum de six attributaires afin que chaque Adhérent concerné choisisse, le moment venu, celui qui correspond le mieux à ses besoins et à ses spécificités.

Les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre sont ensuite attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre (ci-après « les attributaires »). Ces remises en concurrence seront assurées par les Adhérents, à l'émergence de leurs besoins et sous leur responsabilité, sur la base d'un règlement de la consultation type (ci-après « RC-type ») et d'un marché subséquent-type (ci-après MS type) décrivant leurs particularités et permettant aux attributaires d'adapter les offres.

5.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du CCP.

5.2 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaires.

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, l'accord-cadre est attribué à un maximum de 6 attributaires.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 5 milliards d'euros HT sur pendant toute la durée du marché.

5.3 Documents contractuels de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des clauses particulières de l'accord-cadre (CCP)
- L'annexe financière du CCP
- L'annexe technique du CCP (Cadre de réponse)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) issu de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles NOR: ECOM2106874A
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Article 6 - Représentation des parties de l'accord-cadre

6.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'Amue est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

Toute modification relative à cet interlocuteur sera notifiée aux titulaires de chacun des lots.

Au stade des marchés subséquents, chaque établissement désignera un interlocuteur dédié chargé de leur suivi.

6.2 Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de défaillance de l'interlocuteur dédié, un droit de récusation du pouvoir adjudicateur peut être mis en œuvre conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

7.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans ferme.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre prend effet, à compter de la notification effectuée auprès du dernier attributaire. La date effective de notification sera transmise à l'ensemble des attributaires de l'accord-cadre concerné.

Article 8 – Réunion de lancement

La notification du présent accord-cadre emporte commencement d'exécution des prestations prévues au présent CCP.

Dans les semaines qui suivent la notification du présent accord-cadre, l'Amue tient une réunion de lancement avec les titulaires du présent accord-cadre. Cette réunion sera l'occasion de mettre au point, en commun, les modalités de déploiement de l'opération (communication initiale envers les Adhérents ayant signalé leur intérêt pour la dévolution puis communication générale).

Les Adhérents qui souhaitent bénéficier des prestations prévues au présent accord-cadre notifient aux attributaires, après remise en concurrence de tous et pendant sa durée de validité, les marchés subséquents-types dûment complétés et signés par eux.

Article 9 - Pilotage

Afin d'assurer le suivi du présent accord-cadre, les attributaires tiennent un tableau récapitulant les informations relatives au déploiement de leurs services au bénéfice des Adhérents de l'Amue. Ce tableau comprend au moins les informations suivantes : identification de l'Adhérent, date de notification du MS-type, type de prestations et montant des prestations.

Il sera également attendu, dans ce tableau récapitulatif, une synthèse qualitative du déroulement des prestations (interactions avec les établissements dans le cadre de l'accord-cadre notamment)

Le tableau est mis à la disposition de l'Amue, et il lui est communiqué à sa demande, durant toute l'exécution du présent accord-cadre.

Un comité de pilotage annuel composé de représentants de l'Amue et d'établissements bénéficiaires est organisé au niveau du présent accord-cadre. Le représentant du pouvoir adjudicateur, signataire du présent accord-cadre, assure son suivi global.

En cas de difficultés dans l'exécution des prestations, celles-ci sont traitées de la manière suivante :

1. D'abord au niveau de l'interlocuteur ;
2. En cas d'échec, les difficultés font l'objet d'une escalade vers le représentant du pouvoir adjudicateur signataire du marché subséquent ;
3. A défaut de résolution des difficultés par le représentant du pouvoir adjudicateur signataire du marché subséquent, celles-ci font l'objet d'une escalade vers le représentant du pouvoir adjudicateur signataire de l'accord-cadre.

Article 10 - Vérifications de mise en œuvre des remises en concurrence par les titulaires

Les Adhérents font part à l'Amue de l'identité des titulaires qui n'ont pas transmis de réponse aux invitations à concourir aux marchés subséquents ou seulement des réponses inappropriées, inacceptables ou irrégulières au sens des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 du CCP.

S'il apparaît qu'un Titulaire manque à son obligation de réponse aux remises en concurrence, ou apporte de manière intentionnelle des réponses inappropriées, inacceptables ou irrégulières, l'Amue se réserve le droit de lui appliquer des pénalités et/ou de résilier l'accord-cadre signé à son profit, dans les conditions prévues aux articles 11, 34 et 42 du présent accord-cadre.

Article 11 - Penalties liées à l'exécution de l'accord-cadre

En cas de manquement à son obligation de reporting telle que décrites à l'article 9, le titulaire du présent accord-cadre encourt une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard.

En cas de manquement non justifié à son obligation de réponse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, à l'égard du titulaire d'appliquer une pénalité forfaitaire de 1000€.

Article 12 - Clause de réexamen

Peuvent faire l'objet de clauses de réexamen au sens des articles R.2194-1 et suivants du CCP les dispositions suivantes :

Toute modification de la réglementation en vigueur relative à la dévolution des biens immobiliers de l'Etat ou au régime financier celles-ci sont entendues comme des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir au sens de l'article R.2194-5 du CCP.

En cas de candidature en groupement, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R. 2194- 6 du CCP, l'acheteur se réservant le droit d'accepter ou non cette proposition.

Les clauses de réexamen conclues au niveau de l'accord-cadre s'appliquent à l'ensemble des marchés subséquents conclus sur son fondement.

Par ailleurs peuvent être envisagées des clauses de réexamen au stade des marchés subséquents si celles-ci sont justifiées par des prestations supplémentaires rendues nécessaires et n'entraînant pas une augmentation du marché supérieure à 50% du montant initial. Une telle clause de réexamen ne peut s'appliquer que sous réserve que l'établissement adhérent l'ait prévu expressément dans les pièces contractuelles.

Article 13 - Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges peuvent notamment être effectués par messagerie électronique : les décisions nécessitant une notification font l'objet d'une confirmation de réception par le destinataire.

Dans le cadre des marchés subséquents, les échanges se feront au choix des établissements, les modalités seront précisées dans les documents des marchés subséquents.

Article 14 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les

niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché. Par ailleurs le titulaire est tenu de se conformer à ses obligations conformément aux dispositions du règlement national et du règlement intercourts du Conseil supérieur du notariat approuvé par l'Arrêté du 22 juillet 2014.

Article 15 - Prix de l'accord-cadre

15.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix des marchés subséquents seront inférieurs ou égaux aux prix plafonds de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure:

D'une part,

- La rémunération des titulaires (notaires) ;
- Les frais et débours dont le notaire a droit au remboursement, tels que les frais de déplacement, les frais d'hébergement ou les frais exceptionnels et autres frais annexes exposés à la demande expresse du pouvoir adjudicateur (chiffrage distinct)

Ces prix sont précisés dans l'annexe financière et sont des prix plafonds ;

D'autre part,

- Les droits de toute nature payés au Trésor, en application des dispositions du code général des impôts

15.2 Révision des prix

Les prestations notariales faisant l'objet d'une tarification réglementée ne sont ni révisables ni actualisables.

DISPOSITIONS COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS.

Article 16 - Obligations du titulaire

16.1 Obligation de conseil

Pour l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre et des marchés subséquents, les titulaires ont une obligation de résultat.

En outre, les titulaires sont tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer la validité et l'efficacité des actes auxquels ils prêtent leur concours ou qu'ils ont reçu mandat d'accomplir, ils doivent notamment veiller à l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en place des sûretés qui en garantissent l'exécution.

Les titulaires s'engagent à tenir les adhérents informés de manière régulière de l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Ils sont les maîtres d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Ils leur appartiennent, notamment, de conseiller l'Amue et les adhérents pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et du marché subséquent, de les avertir de toute difficulté qu'ils pourraient percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui leur sont confiées.

A ce titre, les titulaires doivent notamment :

- S'engager à dépêcher chez l'Adhérent, les équipes qu'ils ont effectivement proposées lors de la remise en concurrence pour l'attribution du marché subséquent sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues dans ledit accord-cadre. En cas d'impossibilité de dépêcher l'équipe proposée lors de la remise en concurrence, le titulaire dispose d'un délai d'une semaine calendaire pour proposer à l'Adhérent la nouvelle équipe ou le remplaçant pour l'exécution de la ou des missions, et présenter les raisons à l'établissement. Les profils doivent être équivalents et doivent faire l'objet d'un accord exprès de l'établissement ;
- conseiller l'Adhérent sur tout choix ou toute demande effectué(e) par eux dont ils auraient connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet de l'Adhérent ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;

16.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire doit notamment :

- Alerter de manière motivée l'Adhérent sur tout événement dont ils ont connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet de l'Adhérent et les engagements visés par le MS de l'Adhérent, y compris si cet événement est imputable à l'Adhérent ;
- Tenir l'Adhérent informé de toute évolution ou incident dont ils auraient connaissance et qui pourrait en affecter la mission en proposant toute solution appropriée ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par l'Adhérent dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet.

16.3 *Obligation de confidentialité*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit

besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Les titulaires s'engagent à considérer comme confidentielles toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui sont fournis par l'Amue ou les Adhérents.

Les titulaires sont tenus au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles ils ont accès dans le cadre du présent accord-cadre et de chacun des marchés subséquents.

Les titulaires s'engagent à informer leurs salariés, par tous moyens à leur convenance, de cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Les titulaires, leurs salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance des titulaires à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents.

Ils s'engagent à obtenir de leurs éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions fixées au présent article

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par eux à l'Amue à première demande. Il est communiqué par l'Amue aux Adhérents qui en font la demande lors de la conclusion ou au cours de l'exécution de leur marché subséquent.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, les titulaires s'exposent à la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent de l'Adhérent concerné.

Article 17 - Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS RELEVANT DE LA CONCLUSION DE MARCHES SUBSEQUENTS

Article 18 - Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés subséquents forfaitaires pouvant notamment comporter une ou plusieurs phases.

Article 19 - Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent indifféremment dans les locaux des titulaires ou au sein des établissements signataires des marchés subséquents.

En tout état de cause, les lieux seront précisés dans les marchés subséquents.

Article 20 - Modalités de passation des marchés subséquents

20.1 Modalités de passation

La conclusion des actes (ou marchés) subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre intervient lors de la survenance du besoin, après remise en concurrence des titulaires du présent accord-cadre par les établissements adhérents de l'Amue.

La notification des marchés subséquents ne peut intervenir qu'après signatures des conventions de dévolution et prises des décisions interministérielles de transfert.

Lors de cette remise en concurrence, au vu des RC-type et MS-type et des documents de présentation éventuellement annexés, les titulaires du présent accord-cadre font part de leurs offres, constituées conformément aux dispositions du règlement de la consultation Type.

Chaque adhérent attribuera un marché subséquent à un titulaire.

Les pouvoirs adjudicateurs pouvant conclure un marché subséquent avec les attributaires au titre du présent accord-cadre sont les Adhérents, dont la liste est à titre indicatif disponible sur le site internet de l'Amue.

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation.

Les titulaires du présent accord-cadre disposent d'un délai d'au moins 22 jours pour remettre une offre complète. Le RC-type pourra mentionner un délai plus long.

Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au titulaire du présent accord-cadre candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution suivants :

Prix (30 à 40%) apprécié au regard :

- du prix global et forfaitaire de la mission et du taux de remise appliqué,
- des débours envisagés

Valeur technique (50 à 65%) appréciée au regard de :

- l'organisation générale de la prestation et notamment la méthodologie de projet développée pour l'étude et l'organisation opérationnelle (personnels affectés spécifiquement au marché, leurs qualifications appréciées au vu des CV, diplômes ou titres et ancienneté,
- la méthode développée par le prestataire pour les prestations associées et notamment la méthodologie de recueil des données).

Délai d'exécution (5 à 10%)

La pondération de ces critères est exprimée sous la forme de fourchettes, Les Adhérents fixent la pondération effective dans le RC-type. Les Adhérents doivent impérativement veiller, lors de la rédaction de leurs RC-type, à ce que la pondération totale des critères soit égale à 100%.

20.2 Obligation de réponse

Les titulaires du présent accord-cadre ont une obligation de réponse à l'ensemble des mises en concurrence en vue de la conclusion de marchés subséquents.

La lettre d'invitation à déposer une offre pour les marchés subséquents sera adressée à l'ensemble des titulaires du présent accord-cadre.

Toutefois, eu égard à la spécificité des marchés subséquents, il appartiendra à chaque soumissionnaire de déterminer qu'il n'est pas en position de conflit d'intérêt, notamment, la possibilité pour le titulaire du marché subséquent en cause de contrôler et d'évaluer ses propres prestations.

Les titulaires du présent accord-cadre dans cette situation devront en informer par écrit le pouvoir adjudicateur en charge de la passation de ce marché subséquent ainsi que l'Amue.

Le titulaire du présent accord cadre qui ne souhaite pas soumettre d'offre informe et expose les motifs de sa décision à l'établissement adhérent et à l'AMUE : notamment cas d'empêchement dû à un cas de force majeure ou pour respecter des règles déontologiques. Cette information doit parvenir, au pouvoir adjudicateur, au plus tard **72 heures** avant la date limite de remise des offres.

Faute de motivation satisfaisante ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti, le titulaire du présent accord cadre sera considéré comme manquant à son obligation de réponse.

En cas de manquement à son obligation de réponse, l'acheteur se réserve le droit, de résilier le présent accord-cadre à l'égard de ce seul titulaire selon les modalités prévues au présent document.

En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché hors du présent accord-cadre.

Article 21 - Durée des marchés subséquents

La désignation du Titulaire par les marchés subséquents prend effet à leur date de notification, jusqu'à l'achèvement complet de la mission.

Article 22 - Délais d'exécution des marchés subséquents

Les délais d'exécution des diverses prestations sont précisés dans les marchés subséquents ou dans l'offre des titulaires.

Le point de départ des délais est défini conjointement entre l'établissement et le titulaire dans les documents contractuels du marché subséquent. A défaut, la notification du contrat puis les bons de commandes ou ordres de services lancent les délais.

Celui-ci varie selon les modalités décrites à l'article 32.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG de référence.

Article 23 - Conclusion des marchés subséquents

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, leur exécution est maintenue jusqu'à l'échéance de la mission.

La dénonciation ou la résiliation d'un marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

Article 24 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché ou accord-cadre de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du CCP. Lorsqu'un tel marché public/accord-cadre est passé par le pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle le nouveau marché public/accord-cadre peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché subséquent initial.

Article 25 - Lancement des opérations

Dans les 15 jours qui suivent la notification du marché subséquent, l'établissement organise avec le titulaire une réunion de lancement au cours de laquelle est rappelé le contexte d'exécution des prestations et où sont remises par l'établissement les informations nécessaires à l'exécution de la mission.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet,
- Lister les documents qui seront remis par l'établissement et les modalités d'accès aux informations nécessaires à l'exécution de la prestation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement),
- rappeler la nature des livrables et le planning associé,
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables,
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.),
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant du pouvoir adjudicateur envers le prestataire.

Article 26 - Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet

En tant que de besoin et selon une périodicité définie à minima dans les marchés subséquents, une réunion d'avancement faisant intervenir les titulaires de chacun des lots assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Cette réunion abordera notamment les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent CCP,
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives,
- points techniques ouverts,
- bilan des actions non closes,
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications.
- définition des tâches à venir.

A l'issue de chaque réunion une fiche de liaison sera réalisée. Les comptes rendus sont rédigés par le titulaire.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement sera faite par le représentant du titulaire.

Ces réunions ne donnent pas lieu à facturation, elles peuvent se tenir en Visio conférence.

Article 27 - Echange et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Article 28 - Arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-PI. Il notifie alors sa décision au titulaire, et selon un préavis de 30 jours. Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations exécutées.

Article 29 - Remplacement des intervenants

Au stade des marchés subséquents, le titulaire de l'accord-cadre devra désigner un interlocuteur dédié en mesure d'assurer le suivi du marché subséquent.

Cet interlocuteur devra être désigné au stade du dépôt de l'offre et correspondre au profil décrit dans le cadre de la remise en concurrence.

Si au cours de l'exécution des marchés subséquents, l'interlocuteur désigné n'est plus en mesure d'assurer la poursuite des prestations, le titulaire devra aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication de remplacement.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, le dispositif de récusation peut s'appliquer à tout membre de l'équipe désignée pour l'exécution des prestations du marché subséquent.

Ainsi, pendant toute la durée du marché subséquent, le représentant du pouvoir adjudicateur signataire du marché se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Amue. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 30 - Accès aux sites

Les prestations sont réalisées dans les locaux du Titulaire et/ou dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur s'efforce de mettre à disposition du Titulaire des locaux et matériels de bureau lui permettant d'exercer ses prestations.

En cas de modification dans la composition des équipes, le Titulaire en informe sans délai le pouvoir adjudicateur. Cette modification ne doit pas avoir pour effet de diminuer la qualité d'ensemble de l'équipe.

Afin de permettre l'accomplissement de la mission, les établissements adhérents s'engagent à permettre un accès total à l'ensemble des bâtiments et emprises concernées.

Article 31 - Description des prestations

Les différentes prestations sont assurées par les titulaires à différentes phases de l'opération globale.

31.1 Prestations notariales

Pour les besoins du présent accord-cadre, il convient de distinguer, d'une part, la mission légale de rédaction et d'authentification des actes notariés nécessaires au transfert de propriété, et d'autre part, les prestations qui peuvent être rendues nécessaires, en fonction des données et documents dont disposent les établissements : les études, prestations et recherches préalables nécessaires à la préparation de la rédaction et les missions connexes directement liées à ces actes. Le cadre de réponse financier distinguera ces différentes prestations.

Celles-ci se séparent en deux parties correspondant aux deux étapes (ou phases) de la mission :

Partie Rassemblement de toute la documentation nécessaire à la rédaction des actes de transfert :

- a. Etat descriptif de division en volumes si nécessaire ;
- b. Liste des servitudes grevant les biens concernés par le transfert si nécessaire ;
- c. Tableau descriptif de désignation des biens immobiliers transférés ;
- d. Plan de situation établi par l'établissement faisant apparaître les parcelles et le cas échéant, réalisation du plan de bornage ou du document modificatif du parcellaire cadastral (Documents cadastraux actualisés) en cas de différence entre la plan cadastral et la réalité sur le terrain.
- e. Acte d'acquisition à titre gratuit ou onéreux au profit de l'Etat ;
- f. Titres d'occupation en cours : conventions et/ou autorisations d'occupation temporaire ou précaire, baux de toute nature, etc... ;
- g. Notices diverses : incendie, sécurité, état des risques naturels...

Partie rédaction :

- a. Rédaction des actes authentiques de transfert
- b. L'authentification des actes de transfert
- c. La publication du/des actes authentiques de vente au bureau de la publicité foncière
- d. La fourniture de copies authentiques de ces actes valant titre de propriété pour l'établissement
- e. La réalisation de toutes les déclarations fiscales afférentes à ce transfert étant entendu que l'article L.719-14 du code de l'éducation prévoit que le transfert « ne donne lieu ni au versement de la contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou d'honoraires au profit de l'Etat ni à aucune indemnité ou perception de droits ou de taxes au profit de l'Etat ».

Réunions :

Sont compris dans les émoluments, pour les parties 1 et 2, les conseils dispensés en lien avec l'opération.

Article 32 - Modalités d'exécution des prestations

Le ou Les titulaires s'acquittent de leurs obligations conformément aux lois, règlements et normes professionnelles en vigueur.

Les missions confiées aux différentes professions qui interviennent dans le cadre du présent accord sont exécutées conformément aux normes qui les régissent.

Les travaux incluent notamment la rédaction des actes prévus par les textes législatifs et réglementaires.

Les méthodes de travail devront également être conformes à l'ensemble des règles encadrant l'exercice de la profession. Toute modification de la réglementation s'appliquera automatiquement et fera l'objet d'un avenant au MS-type dans les limites posées par les articles R.2194-2 à R.2194-9 du CCP.

La proposition ci-dessous ne s'oppose pas à la rédaction de marchés subséquents établissant des modalités d'exécution différentes. Néanmoins, sauf dispositions contraires dans les marchés subséquents, les prestations s'exécutent comme suit :

32.1 Prestations notariales

32.1.1 Phase 1 - Etudes, prestations et recherches préalables nécessaires à la préparation de la rédaction de l'acte

Suite à la notification et en amont de la réunion de lancement des opérations qui sera organisée par l'Etablissement, les titulaires de chacun des lots établissent une liste précise des éléments qu'il est obligatoire de rassembler au moment du démarrage des prestations. Cette liste est partagée avec l'Etablissement, les services locaux du Domaine compétents, et le comité de pilotage national *a minima* 8 jours ouvrés avant la réunion de lancement. Elle se limite aux éléments strictement obligatoires aux termes de la réglementation en vigueur.

Le titulaire prend toutes les diligences et actions jugées nécessaires pour procéder au rassemblement des données dans une data-room (ci-après « la data-room ») dans les délais convenus.

Il saisit le plus en amont possible les services de l'Etablissement et les autres services de l'Etat dont il sollicitera l'assistance pour le rassemblement des pièces nécessaires à la rédaction des actes de transfert (service immobilier de l'Etablissement, service de la publicité foncière local, etc.) et anticipe le temps de traitement de ses demandes par ces services.

Il informe régulièrement l'Etablissement et, si besoin, la gouvernance du projet mise en place au niveau local de ses avancées et l'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées le plus en amont possible. Ces moyens d'information, ainsi que les méthodes et outils d'échange de données (messaging avec adresse dédiée au projet, mise en place d'une data room dès le démarrage de l'opération, mise en place de conf-call réguliers et de réunions présentiels, etc.) sont précisément décrits dans son offre technique.

32.1.2 Phase 2 - rédaction des actes authentiques de transfert

Une fois la data-room contrôlée et validée, le titulaire procède aux formalités obligatoires permettant de réaliser la dévolution de propriété, et notamment:

- a. la rédaction des actes authentiques de transfert;
- b. l'authentification des actes de transfert;
- c. la demande de publication du/des actes authentiques de vente au bureau de la publicité foncière;
- d. la fourniture de copies authentiques de ces actes valant titre de propriété pour l'établissement;
- e. la réalisation de toutes les déclarations fiscales afférentes à ce transfert étant entendu que l'article L.719-14 du code de l'éducation prévoit que le transfert « ne donne lieu ni au versement de la contribution prévue à l'article 879 du code général des impôts ou d'honoraires au profit de l'Etat ni à aucune indemnité ou perception de droits ou de taxes au profit de l'Etat »;

De plus, le titulaire se charge de l'organisation des réunions de signature des actes de transfert en prenant l'attache des différents signataires (représentants de l'Etat et de l'Etablissement) et assure le secrétariat général d'organisation de ces réunions.

Il prend toutes les diligences jugées nécessaires pour permettre la tenue des réunions de signatures dans les délais convenus au démarrage de la phase 2, qui font l'objet d'un accord écrit entre le titulaire, l'Etablissement et le service local du Domaine lors de la réunion de lancement de la phase 2.

Pour permettre une réalisation fluide de l'ensemble de la prestation, l'Etablissement et le service local de la direction immobilière de l'Etat compétent mettent à disposition du titulaire une liste des contacts avec lesquels le titulaire échangera dans le cadre du suivi des prestations. Cette liste est actualisée en cas d'évolution.

32.2 Livrable : la data-room

Il est attendu des titulaires qu'ils constituent une data-room complète comportant toutes les pièces utiles à la réalisation du transfert de propriété, dans les délais prévus dans son offre technique.

Suite à la remise de la version finale de la data-room, le service du Domaine en vérifie la complétude, en lien avec l'Etablissement, et le cas échéant la valide.

Article 33 - Constatation de l'exécution des prestations

33.1 Opération de vérification

Le (les) projet(s) d'acte(s) de transfert feront l'objet, après leur finalisation et avant leur dépôt au service de la publicité foncière, d'une relecture du service local du Domaine territorialement compétent, afin de s'assurer de leur conformité aux règles spécifiques de la domanialité publique (Code général de la propriété des personnes publiques) et de leur adéquation avec l'opération de dévolution.

33.2 Décision après vérification

Conformément à l'article 26.2 du CCAG PI, le service en charge des vérifications dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire a 10 jours ouvrés pour corriger. Le pouvoir adjudicateur dispose de 15 jours ouvrés pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés.

Article 34 - Pénalités liées à l'exécution des prestations

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités forfaitaires s'entendent par jour de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

34.1 Pénalité pour non-respect de la composition des équipes lors des remises en concurrence

Si à la notification du marché subséquent le titulaire ne mobilise pas les équipes qu'il a effectivement proposées lors de la remise en concurrence pour l'attribution de celui-ci, il encourt une pénalité forfaitaire de 100€ par jour de carence.

34.2 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

34.3 Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens

Les pénalités sanctionnant les obligations de moyens seront déterminées au stade de chaque marché subséquent et ne peuvent concerner que les éléments suivants : moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations (data room...), moyens humains, présence aux réunions de pilotage, réactivité aux questions écrites posées par le pouvoir adjudicateur, bilan d'activité, participation aux réunions.

34.4 Pénalités pour sanctionner la non-atteinte des objectifs

Les pénalités forfaitaires sont fixées dans les marchés subséquents, à défaut, celles-ci s'appliquent comme suit, par jour de carence :

- Mise en place d'une data room dans les 8 jours suivant la notification conformément à l'article 25 supra : 50€
- Fourniture de l'état récapitulatif des données tel que décrit à l'article 25 supra : 50€
- Signature, authentification l'acte notarié dans un délai maximal fixé dans les marchés subséquents : 70€

34.5 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalités pour travail dissimulé :

Sauf clause contraire dans le marché subséquent, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1% du montant du contrat par jour de retard et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

34.6 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités est plafonné selon les clauses du marché subséquent.

34.7 Seuil d'exonération des pénalités

Sauf clause contraire du marché subséquent, aucun seuil d'exonération n'est appliqué.

Article 35 - Régime financier

35.1 Avance

35.1.1 Modalité de versement d'avances pour prestations notariales

Conformément aux dispositions de l'article R444-13 du code de commerce, il est interdit aux notaires de demander ou de percevoir en raison des prestations soumises aux tarifs une somme autre que celles fixées par ces tarifs.

Il leur est également interdit de demander ou de percevoir une somme en dehors des honoraires stipulés dans la convention d'honoraires prévue par ce texte.

Seules peuvent être avancées des sommes dues à des tiers et qui donneront lieu à un paiement du titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur.

35.1.2 Modalités de versement d'avances pour les autres prestations

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de la décision lançant l'exécution (notification du contrat, bon de commande ou ordre de service).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du CCP.

35.2 Modalités financières

35.2.1 Répartition des paiements

Les modalités de versement des acomptes seront fixées dans les marchés subséquents.

35.2.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

35.2.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R2192-32 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

[35.2.4 Modalités de facturation](#)

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

[35.2.5 Taux de TVA](#)

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

[35.2.6 Monnaie](#)

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

[Article 36 - Langue](#)

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

[Article 37 - Sous-traitance](#)

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 38 - Garantie

L'ensemble des garanties s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 39 - Propriété intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du service bénéficiaire et du titulaire est l'option A « Concession des droits d'exploitation sur les résultats », telle que définie au chapitre 5 du CCAG-PI.

L'établissement bénéficiaire pourra faire une utilisation non exclusive des résultats des prestations à des fins de communication interne et externe.

Les droits ci-dessus énumérés sont concédés au service bénéficiaire pour la France et pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par les lois actuelles ou futures.

Article 40 - Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Chaque marché subséquent précise le montant de garantie exigé.

Article 41 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis à l'adresse dag.saj@amue.fr ou mis à disposition sur une plateforme appropriée.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Article 42 - Résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- En cas de non réponse ou de transmission d'une réponse manifestement irrégulière ou inacceptable conformément aux dispositions de l'article 5.12.2 supra
- En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, les titulaires s'exposent à la résiliation du marché subséquent de l'Adhérent concerné.

Outre les cas prévus aux articles 29 à 32 du CCAG-PI, l'Amue peut prononcer, sans indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard d'un Titulaire en cas de résiliation pour faute d'un marché subséquent d'un Adhérent. Un préavis de deux mois est appliqué par l'Amue à compter de la notification de la lettre de résiliation de l'accord-cadre à l'attributaire concerné.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-PI, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée, sans indemnité, pour tout motif d'intérêt général. Un préavis de deux mois est appliqué par l'Amue à compter de la notification de la lettre de résiliation de l'accord-cadre aux attributaires.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents en cours d'exécution et inversement.

Article 43 - Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 44 - Cession et nantissement de créance

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du CCP. L'acheteur remet, sur demande du titulaire ou d'un co-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Article 45 - Litiges et contentieux

Le pouvoir adjudicateur et les titulaires s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre les titulaires et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part des titulaires, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Tout conflit né de l'application comme de la résiliation du présent accord-cadre ainsi que de l'interprétation de l'une de ses clauses, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris.

Tout conflit né de l'exécution d'un marché subséquent conclu sur le fondement de l'accord-cadre relève de la compétence exclusive du tribunal administratif territorialement compétent désigné dans les pièces contractuelles en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative.

Article 46 - Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
5.3	4.1	Documents contractuels de l'accord-cadre
11 et 35	14	Pénalités pour retard
29	3.4.3	Droit de récusation étendu à l'ensemble de l'équipe du titulaire
42	33	absence d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général

